

13/01/2010

Intervention à la journée de réflexion
« Croissance et développement humain au Maroc »
Organisée par le Haut-Commissariat au Plan marocain et le PNUD
Rabat, 15 janvier 2010

Rapport Stiglitz : Quelles conséquences pour la statistique publique française?

Jean-Philippe Cotis, Directeur général de l'Insee

Comme vous le savez, le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi a eu un retentissement important, en France et à l'étranger. Et je dirais, aussi bien auprès des statisticiens que de l'opinion publique internationale.

Ce rapport, qui fera date, ne marque pas pour autant une rupture avec les travaux actuels des statisticiens. Il appelle plutôt à accélérer des mutations qui sont déjà engagées ; afin de mieux répondre à la demande sociale. Innover pour mieux répondre à la demande sociale.

Il y a, comme le disent les Anglo-saxons, un travail de « *mainstreaming* » à accomplir : faire passer des travaux

émergents du stade de prototype à celui de production régulière, accessible à un très large public.

Ces enjeux, innovation statistique et *mainstreaming*, ne concernent pas que la statistique française. Ils concernent plus globalement l'ensemble de la statistique publique internationale.

Les attentes qui sont aujourd'hui celles de nos utilisateurs témoignent en tout cas du long chemin parcouru par la statistique publique, depuis sa création.

À l'origine du mot statistique, il y a État. L'État dénombrant, par exemple, il y a quelques siècles, le nombre de jeunes hommes en état de combattre.

Cette filiation régaliennne, on la retrouve dans la mesure du PIB. Un agrégat qui permet, par exemple, de mieux appréhender l'assiette fiscale sur laquelle peut s'appuyer l'État. De mieux appréhender aussi la puissance économique de la Nation.

Un agrégat qui permet à l'État d'exercer une autre compétence régaliennne, celle de la stabilisation de l'activité macroéconomique, compétence dont l'actualité ne se dément pas !

Mais, au-delà de ces missions incontournables, on attend beaucoup plus aujourd'hui de la statistique publique. On attend d'elle qu'elle nous informe sur des sujets d'une toute autre ambition : la mesure du bien-être des populations et de sa soutenabilité.

On entre, ce faisant, dans le domaine de la subjectivité, du ressenti, avec toutes les difficultés qui s'attachent à ce type d'évaluation.

On entre aussi, avec les travaux sur la soutenabilité et le développement durable, dans des difficultés conceptuelles considérables, associées à une pénurie de données facilement exploitables.

Les difficultés conceptuelles sont connues : comment se projeter vers un horizon à la fois éloigné et incertain sans multiplier les hypothèses « héroïques » et éventuellement irréalistes ?

Comment synthétiser, dans un indicateur de référence, la valeur que nous attribuons à notre capital environnemental ? En tenant compte des intérêts, éventuellement divergents, des générations présentes et des générations futures.

Comme on pouvait s'y attendre, le manque de données, les difficultés conceptuelles ont conduit la Commission Stiglitz à retenir des solutions pragmatiques. Elle a renoncé à la construction d'un indicateur synthétique de soutenabilité pour s'en remettre plus modestement à un tableau de bord, surveillant quelques variables-clé en matière environnementale.

Dans le domaine de la mesure du bien-être, la Commission Stiglitz a pu s'appuyer sur des matériaux beaucoup plus riches et mieux fondés empiriquement. Faisant appel aux développements récents en matière de psychologie expérimentale et de sciences sociales. Dans ces domaines, qui relèvent, au sens large, de la statistique sociale, l'Insee a d'ailleurs de solides atouts à faire valoir.

Afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport Stiglitz, l'Insee souhaite allier l'ambition et le pragmatisme. Il s'agira à la fois de compléter ce qui fonctionne bien et d'innover lorsque nécessaire.

Pour illustrer ce point de vue, je vais prendre l'exemple du PIB. Le PIB c'est une mesure de l'activité économique, ce n'est pas à proprement parler une mesure du bien-être. Et il faut bien sûr lui conserver cette spécificité.

Mais, même en tant que mesure de l'activité, elle peut être améliorée. En prenant mieux en compte, par exemple, les activités non marchandes, telles que la production domestique des ménages, qu'il s'agisse d'activités éducatives ou de travail ménager. Pour cela, il faut pouvoir s'appuyer sur des enquêtes retraçant fidèlement l'emploi du temps des ménages.

Si l'on veut, par ailleurs, faire jouer aux comptes nationaux, un rôle dans l'appréhension du bien-être lui-même, il faut alors concentrer l'attention des statisticiens sur les comptes des ménages.

Cette « approche ménages », dont le rapport Stiglitz recommande l'adoption, est au cœur, depuis plusieurs années, des préoccupations de l'Insee. Dans cet esprit, des données spontanément fournies par le cadre classique de la comptabilité nationale ont pu être mobilisées en France, en vue d'illustrer l'approche ménages dans le cas français.

J'en donnerai deux exemples récents :

Le premier a consisté à décomposer le revenu et l'épargne des ménages par classe de revenu.

Cela correspond à une recommandation explicite du rapport Stiglitz qui est d'accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses.

Le deuxième exemple de mobilisation de l'information disponible dans un sens conforme aux recommandations de la commission Stiglitz s'appuie sur une enquête périodique sur les revenus des ménages. Il présente l'intérêt d'analyser les évolutions de revenu par quintile sur une dizaine d'années(1996-2007). Il montre notamment le rôle important joué par les transferts en nature dans la réduction des inégalités. Il montre en même temps le tassements relatif du revenu des ménages du milieu de la distribution, « à la fois distancés (par les plus riches) et rattrapés (par les plus pauvres)».

Je voudrais maintenant vous dire quelques mots sur la manière dont l'Insee va impulser des coopérations au plan international et comment il entend développer son programme de travail au cours des années à venir.

Au plan international, l'Insee travaillera en étroite coopération avec l'OCDE et Eurostat afin de mettre en œuvre les orientations du rapport Stiglitz.

Plus concrètement, l'Insee et Eurostat vont animer un « parrainage » au sein duquel les états européens intéressés pourront s'investir pour mettre en œuvre, en tout ou partie, les recommandations du rapport Stiglitz. Du côté français, nous attendons beaucoup de cette initiative.

Dans un contexte où Eurostat a déjà engagé un travail de réflexion très proche, dans son inspiration, de la philosophie du rapport Stiglitz.

Notre coopération avec l'OCDE va tout naturellement se poursuivre, elle aussi. Le statisticien en chef de l'OCDE faisait partie de la Commission Stiglitz, dont il présidait l'un des groupes de travail. Et les services de l'OCDE ont joué un rôle de cheville ouvrière, de conserve avec l'Insee, dans la rédaction du rapport.

Au-delà de son rayonnement européen, l'OCDE jouera un rôle dans la déclinaison et l'acclimatation des recommandations du rapport Stiglitz dans les pays d'Amérique du Nord, mais aussi, au Japon, en Corée du Sud, en Turquie, en Australie, etc.

Enfin, les services statistiques des Nations-Unies suivent, je crois, avec beaucoup d'intérêt le développement de cette initiative, dont ils partagent les orientations et les ambitions.

Nous allons donc établir des programmes de travail et des calendriers coordonnés, afin d'avancer de conserve dans ce travail de rénovation et d'innovation.

Je voudrais enfin décrire, à grands traits, le programme de travail que le Service statistique public entend mettre en œuvre dans les années à venir, dans le droit fil du rapport Stiglitz.

Ce programme de travail concerne l'Insee, bien sûr, mais aussi les services statistiques ministériels et notamment celui du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, très impliqué dans les travaux touchant au développement durable.

Le programme de travail, que je vais rapidement vous décrire, concerne d'abord l'année 2010, mais aussi l'après-2010. Ce programme est provisoire puisqu'il a vocation à être enrichi, dans le cadre européen et international, avec nos « joint venture » Insee-Eurostat et Insee-OCDE ... qui deviendront, peut-être, Insee-Eurostat-OCDE.

Nous publierons en 2010 :

- Une analyse des très hauts revenus (premier trimestre 2010) ;
- À la rubrique « qualité de la vie », une étude sur les situations de mal-logement ;
- Une étude consacrée à l'évaluation du capital humain en France (courant 2010) ;
- Un travail, enfin, sur le « capital social », issu d'une exploitation de l'enquête internationale SILC ;

L'Insee réalisera, enfin, une enquête sur le bien-être, ou pour le dire de manière savante, sur la qualité subjective attribuée au temps passé à diverses activités. Ce qu'en « stiglitzien » on appelle les « affects positifs et négatifs ». Cette enquête fera partie d'un ensemble plus vaste consacré à l'emploi du temps des français.

Capital humain, capital social, capital logement, ce sont des préoccupations en phase avec l'approche du rapport Stiglitz. Ce sont des concepts qui aident à mieux cerner la soutenabilité économique et sociale. Une forte croissance n'est utile que si elle ne se traduit pas par une érosion de ces différents stocks de capital. Sinon, « on mange la vaisselle ».

En 2010, il y a aussi un agenda chargé en matière environnementale. Une conférence nationale sur les indicateurs de développement durable se tiendra à Paris le 20 janvier. Elle réunira les ministères concernés et des représentants de la société civile et fera le point sur les engagements pris il y deux ans lors de la conférence nationale dite « Grenelle de l'environnement ».

À cette occasion, le Service statistique public présentera les indicateurs de suivi de l'état de l'environnement. L'idée générale est de développer des « indicateurs physiques » de soutenabilité (par ex : la qualité de l'eau).

Une démarche tout à fait dans l'esprit pragmatique du rapport Stiglitz. La Commission Stiglitz a renoncé au développement d'un indicateur universel de soutenabilité, en matière environnementale. Les connaissances actuelles sont insuffisantes pour y parvenir.

Enfin, une publication est prévue dans le cadre de la publication annuelle de l'Insee, *Économie française 2010*. Il s'agirait d'un travail de comparaison internationale.

Le dossier ne se limiterait pas aux données de comptabilité nationale, il s'efforcerait de couvrir des indicateurs de qualité de vie et aussi des statistiques d'épargne nette ajustée, qui tiennent compte de l'usure du capital physique et du capital humain. Une éventualité étant aussi de fournir une évaluation des émissions de carbone liées à l'activité économique.

Au-delà de 2010, il y a, bien sûr, de grandes ambitions dans le domaine du développement durable. Avec un projet d'évaluation du contenu en polluants des différents postes de la demande finale.

Il s'agit donc d'évaluer le contenu en polluants de la consommation des ménages, de l'investissement des entreprises, etc. Et de faire cet exercice pour toute une série de polluants.

Dans le domaine des statistiques sociales, nous voudrions aboutir à un suivi régulier du « mal-logement ». Qui permette aussi d'éclairer les trajectoires des personnes. De mieux connaître le degré d'exclusion sociale dans la durée.

J'arrêterai là cette description, qui est tout sauf exhaustive. Je voudrais faire une ultime remarque avant de conclure :

Le sujet a clairement une portée universelle. Il correspond à des préoccupations qui existaient avant la commission Stiglitz. J'ai donné tout à l'heure deux exemples de travaux sur la répartition des revenus qui avaient été lancés en France avant 2008. Nous avons sans doute bénéficié de la centralisation assez forte de notre système statistique public, facilitant l'utilisation simultanée de sources statistiques complémentaires.

Pour conclure, l'Insee et le Service statistique public sont donc engagés dans des investissements lourds sur tous ces sujets relatifs au bien-être et au progrès social. Et ils seront à la pointe de la coordination internationale. Parmi nos collègues étrangers et internationaux, nous avons reçu beaucoup d'offres de services.